

DECLARATION DE LIENS D'INTERETS

Principes fondamentaux:

En application des dispositions du code de la santé publique relatives au fonctionnement des conseils départementaux et régionaux et du conseil national, les conseillers ordinaux appelés à siéger doivent respecter les principes fondamentaux d'indépendance et d'impartialité lors de la prise de décisions par le conseil de l'ordre auxquels ils appartiennent. Ces principes fondamentaux s'imposent de façon générale à toute personne dépositaire de l'autorité publique, et notamment les personnes chargées d'une mission de service public.

Afin de garantir le respect de ces principes fondamentaux, la participation à toute délibération dans laquelle l'élu pourrait notamment avoir, directement ou indirectement, un intérêt quelconque susceptible d'orienter l'issue des débats de façon subjective est à éviter.

Notion d'intérêts :

L'intérêt dont il est question peut être personnel, ou bénéficier à la famille, aux proches, aux relations personnelles ou professionnelles de l'intéressé.

Il est donc nécessaire d'organiser toute situation pouvant conduire à un quelconque conflit d'intérêts pour l'élu concerné, pour l'instance habilitée à prendre la décision, et pour la personne concernée par la décision à prendre.

C'est la raison pour laquelle, outre les dispositions du code de la santé publique prévoyant des incompatibilités de fonctions au sein des différents conseils et chambres disciplinaires de l'ordre, il est nécessaire de connaître les intérêts que chaque élu pourrait avoir en dehors des instances ordinales.

Déclaration d'intérêts :

Pour toutes les raisons évoquées précédemment, chaque élu ordinal devra informer l'instance ordinale à laquelle il appartient les différents liens, directs ou indirects, qu'il serait amené à avoir avec un organisme ou une entreprise ayant un intérêt avec la profession.

Cette déclaration, qui n'a pas pour objectif ni de stigmatiser, ni de discriminer son auteur, est un document d'information, qui engage la responsabilité de son auteur et participe au bon fonctionnement du conseil concerné. Elle se doit donc d'être sincère et exhaustive.

Elle devra être actualisée dès qu'une modification intervient dans son contenu, et en tous les cas à chaque renouvellement éventuel de mandat.

Sous réserve des dispositions relatives à la protection de la vie privée, la déclaration d'intérêts est rendue publique.



ANNEXE

Je soussigné(e)	steur BARANES Joseph John	
	naissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par person s ou organismes dont les activités entrent dans le champ de compétence du co embre.	
	on en qualité de membre du conseil	
départemental :	Prindent du Connel Departemental de l	'Ordre de Pau
□ régional		
⊠ national	Consailler National à lu le 6 Juin	2024

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit par courrier électronique à l'adresse suivante : decorologie@impes sante.fr

Le présent formulaire sera publié sur le site du conseil national de l'ordre.



1. Votre activité professionnelle

1.1. <u>Votre activité professionnelle exercée actuellement</u>

Activité libérale

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mos/année)
Cabanet Kaputrani a faui 17e 3 Rue Belny d'Armount 175017 PARIS	3 Rue Bally d'Amicant 15017-PARIS	54/01/10	

Autre (activité bénévole, retraité...)

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
CoPrecident de la CPTS Paris 17' (Colliduité Territorale de Secrité)	PARIS 17c	2020	اقتد تغيير

☐ Activité salariée

Remplir le tableau ci-dessous

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début (mais/année)	Fin (mais/snnée)



1.2. <u>Vos activités professionnelles exercées au cours des 5 dernières années</u>

A ne remplir que si différentes de celles remplies dans la rubrique 1.1

E Activité libérale

Activité Lieu d'exercice Début Fin					
Activité		(mois/année)	(mois/année)		
Prohique Subsole	3 Rue Ballayd'Amican 75017-PARIS	to Alon Mes	en Cains		
	75017-PARIS		il concie		

☐ Autre (activité bénévole, retraité...)

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/annee)	Fin (mossannée)
Co President de la CPTS& Par 17 Collection Territorial de la di	PARIS Me	2020	
Fondateur et le vietair Geneval du Collect of Relitte Combre la Demontation	PARIS	2016	223

☐ Activité salariée

Remplir le tableau ci-dessous

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
	(6			



1	77		C	•
2.	V OS	autres	IONC	lons

2.1.	Mandats ordinaux	(préciser la	nature et	la durée	du mandat)
------	------------------	--------------	-----------	----------	------------

2.1.1 Conseil national Membre du Censil Nervierma depenis le 6 Jein 2024.
President de la Cansensian Robbamle depens le 6 John 25 l'Ensigne
2.1.1 Conseil national Membre du Consil Nervierma depenis le 6 Jein 2024. President de la Cansenssian Robbambé depens le 6 Jein 2024. - Membre des Connessiones Solidanté, Cannosian des Vivas et Ensigneme Cannosian de Munes de Connession de Manuel de Connession de publication, membre du 2.1.2 Conseil régional
O' La Cara Land de Paris
2.1.3 Conseil départemental Président des Causif Departemental de Paris (durée de La cus) depuis le 28/09/2023 Tresouri ou 16/03/2029 ou 19/03/2022
10 sausi du 16/03/2070 au 103/03/2022

2.1.4 Chambre disciplinaire de première instance

Youlne CDPI du 01/107/2016 au 3/10/2019

Thus CRA ILDF du 02/07/2016 au 13/01/2019

CD PDRTS Menulu du 12/03/2016 au 16/03/2019

2.1.5 Section des assurances sociales de la chambre disciplinaire de première instance

2.1.6 Chambre disciplinaire nationale

2.1.7 Section des assurances sociales du conseil national

2.2. Autres fonctions électives (préciser la nature et la durée des mandats, ainsi que le nom de la ou des institutions ou organisations)

Copresident de la CPTS de PARIS 17 e durée de mandal volunte de 3 aux



2.3. Autres fonctions électives ou non nom de la ou des structures dans lesquell	n électives (préciser la nature et la durée de la o es elles sont exercées)	u des foncti	ons, ainsi que le
	ou autres institutions entrant dans le champ de co le l'intéressement pour chaque société ou institut	-	et/ou prestataire
3. Autres liens d'intérêts que l'organisme objet de la déclarati	e vous considérez devoir être portés on	à la con	naissance d
Actuellement, au cours des 5 années précédentes :			
Elément ou fait concerné	Commentaires	Année de début	Année de fin



4. Parents ou proches, salariés et/ou possédant des intérêts financiers dans toute structure dont l'objet social entre dans le champ de compétence de l'organisme objet de la déclaration

Les personnes concernées sont :

- le conjoint [époux (se) ou concubin(e) ou pacsé(e)], parents (père et mère) et enfants de ce dernier
- les enfants et leurs conjoints
- les parents (père et mère)
- les associés des structures d'exercice

Cette rubrique doit être renseignée si le déclarant a connaissance des activités de ses proches parents ou de ses associés.

	Salariat	Actionnariat			
Organisme	Fonction et position dans la structure (indiquer, le cas échéant, s'il s'agit d'un poste à responsabilité)		Lien de parenté	Début (mois/année)	Fin (mois/année)



ORDRE NATIONAL DES CHIRURGIENS-DENTISTES

Je certifie que les renseignements indiqués dans la déclaration ci-dessous sont exacts.

Je m'engage à actualiser ma déclaration dès qu'une modification intervient concernant ces liens ou que de nouvesux liens sont noués, et au minimum en cas de renouvellement de mon mandat au sein de l'institution.

J'ai conscience qu'il m'appartient, à réception de l'ordre de jour d'une réunion, de vérifier si les liens d'intérêt que j'ai déclarés ou qui pourraient apparaître de manière ponctuelle sont compatibles avec ma participation à tout ou partie de cette réunion et d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution et, le cas échéant, le président de séance, si possible, avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, ma participation à la délibération est en effet susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions prises et d'en entraîner l'annulation.

J'ai pris connaissance du fait que cette déclaration sera rendue publique, à l'exception des informations concernant mes parents et mes proches.

Fait à PARIS 17e

Le 11 Juin 2024

Signature obligatoire (mention non rendue publique)